



VERSAILLES

DIRECTION DES DÉPLACEMENTS
ET DES AMÉNAGEMENTS URBAINS

CD / CLB

ARRÊTÉ MUNICIPAL N° A 2025/1452

Création de bandes cyclables rue Jean Mermoz

LE MAIRE DE LA VILLE DE VERSAILLES,

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° D 2020.05.18 du 27 mai 2020 du Conseil municipal concernant les délégations de compétences du Conseil municipal au Maire prévues à l'article L 2122-22 du code susvisé,
- Vu l'arrêté n° A 2023/234 du 3 février 2023 donnant « délégations de fonctions et de signatures aux élus de la ville de Versailles – mandature 2020-2026 »,
- Vu le code de la route,
- Vu l'arrêté n° A2023/363 du 24 février 2023 portant « Délimitation du périmètre des « zones 30 » dans divers quartiers de Versailles – Suppression de rues dans le quartier Jussieu Petits-Bois – Abrogation de l'arrêté n° A2022/384 du 8 mars 2022 »,
- Vu le règlement général de la circulation sur la voie publique à Versailles,

Considérant qu'il convient de créer deux bandes cyclables rue Jean Mermoz, respectivement entre le souterrain et le n° 7Bis et dans ce sens et entre le souterrain et le n° 14Bis et dans ce sens en vue de sécuriser la circulation des cyclistes dans cette section pentue de la rue Jean Mermoz située en « zone 30 » et d'obtenir un rétrécissement de chaussée afin de contribuer au ralentissement des automobilistes,

ARRÊTE

Article 1: **Sont réservées à la circulation des cycles à deux ou trois roues, aux cyclomobiles légers et aux engins de déplacement personnel motorisés, les bandes cyclables matérialisées au sol sur la voirie suivantes :**

Rue Jean Mermoz, dans sa partie comprise entre le souterrain et le n° 7Bis et dans ce sens.

Rue Jean Mermoz, dans sa partie comprise entre le souterrain et le n° 14Bis et dans ce sens.

Article 2: L'arrêt et le stationnement de tout véhicule sont interdits en tout temps sur les bandes cyclables définies à l'article 1 du présent arrêté. Seront considérés comme gênant, au sens de l'article R 417-10 du Code de la Route, les véhicules en infraction avec les dispositions de l'article 1 du présent arrêté

Article 3: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Versailles dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 4: M. le Directeur Général des services de la Ville et M. le commissaire général, chef de la circonscription d'agglomération de Versailles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À l'Hôtel de Ville, le 29 juillet 2025